

KANOUN

Revue mensuelle



Association démocratique pour des réfugiés
Iranien



Troisième années Nr.7 Juillet 2008



Madjid Moshayedi

sanction européenne et ses effets

Lundi 23 juin, l'Europe a finalement décidé d'aller dans le sens des attentes de Washington en donnant son accord pour bloquer les avoirs des succursales étrangères de la première institution financière iranienne, la Banque Nationale ou « Bank Melli ».

La facture s'alourdit pour les mollahs et cela a des effets très concrets sur la vie économique iranienne.

Page 2



Le Parlement européen condamne vivement l'exécution de mineurs en Iran

Dans une résolution adoptée à Strasbourg jeudi 19 juin, le Parlement européen a noté avec préoccupation que « la situation générale des droits de l'homme en Iran n'a cessé de se détériorer depuis 2005 et considérant que le nombre des exécutions a, à lui seul, presque doublé en 2007 »

La résolution rappelle que « l'on sait que l'Iran a exécuté plus de délinquants juvéniles qu'aucun autre pays au monde et considérant que plus de 100 personnes seraient en attente de leur exécution en Iran pour des crimes qu'elles auraient commis alors qu'elles avaient moins de 18 ans. »

Indigné par le nombre croissant des exécutions en Iran, le Parlement européen « condamne fermement les condamnations à mort et les exécutions en Iran, en particulier celles prononcées ou infligées aux délinquants juvéniles et aux mineurs, et exhorte les autorités iraniennes à respecter les garanties juridiques internationalement reconnues applicables aux mineurs ».

Le Parlement européen « souligne que les condamnations à mort de délinquants juvéniles sont une violation directe des obligations internationales de la République islamique d'Iran et des engagements contractés par celle-ci, notamment ceux qui figurent dans le pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la convention relative aux droits de l'enfant, ces deux textes interdisant clairement l'exécution de mineurs ou de personnes qui ont été condamnées pour des crimes commis alors qu'elles étaient mineures ».

La résolution « condamne dans les termes les plus forts l'exécution de Mohammad Hassanzadeh, âgé de moins de 18 ans lorsqu'il a été exécuté. » Selon les sources de la Résistance, il avait 14 ans à l'époque du délit présumé.

Dans son 7e paragraphe, le Parlement européen « presse les États membres de suspendre l'expulsion vers l'Iran de personnes menacées d'exécution ou de torture ».

L'offre des Six a deux défauts intrinsèques

Page 3



Attaquer l'Iran ferait du Moyen-Orient une "boule de feu" (El Baradei)

Page 4



L'Iran estime que le baril de pétrole atteindra les 150 dollars cet été

Page 5



Exécution d'un mineur en Iran: la Finlande convoque l'ambassadeur

Page 6

Au G8, le Japon veut un "message fort" contre le nucléaire du régime en Iran

Page 7

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Madjid Moshayedi

Sanction européenne et ses effets

Lundi 23 juin, l'Europe a finalement décidé d'aller dans le sens des attentes de Washington en donnant son accord pour bloquer les avoirs des succursales étrangères de la première institution financière iranienne, la Banque Nationale ou « Bank Melli ». La facture s'alourdit pour les mollahs et cela a des effets très concrets sur la vie économique iranienne.

Avant de vous exposer quelques exemples de ces effets, il convient d'analyser d'un peu plus près la sanction européenne de la Bank Melli. On peut parler d'un coup politique ! L'Europe a satisfait Washington, mais en annonçant très tôt sa décision et en précisant que la mesure ne devenait effective que le lendemain, elle a laissé un délai de 24 heures aux mollahs pour déplacer leurs avoirs de cette banque vers d'autres établissements bancaires iraniens, si cela n'avait pas déjà été fait.


L'Europe a encore agi finement afin de préserver ses liens avec Téhéran pour protéger ses investissements en Iran car en cas d'une rupture des relations, Téhéran pourraient refuser de payer ses factures et chaque Etat devrait alors couvrir les pertes de ses entreprises. Dans le cas de l'Allemagne, la société allemande d'assurance à l'exportation HERMES devraient recouvrir une somme de 5 milliards de dollars de pertes plus 5 autres milliards d'indemnités !

En agissant au mieux des intérêts des mollahs, l'Europe espère que Téhéran se montrera reconnaissant. Or, bien que les mollahs soient conscients de la qualité de leur relation avec l'Europe, les sanctions bancaires américaines ont déjà désorganisé la vie économique en Iran et les mollahs risquent de ne pas pouvoir montrer leur gratitude à leurs partenaires européens.

Quelques exemples : On ne parle plus de l'inflation, mais son taux continue de grimper et pour préparer l'opinion à plus d'inflation, Mir-Kazemi le ministre du commerce a rappelé que son taux n'était jamais descendu sous les 25% depuis la révolution et que jusqu'à 49%, on reste dans la fourchette de la normalité dans ce régime. Selon Mir-Kazemi, l'inflation serait une nécessité économique !

Si cela peut convaincre quelqu'un ce ne sera pas les nantis du régime qui ont préféré investir aux Emirats Arabes Unis plutôt qu'en Iran. Avec 760 millions de dollars, ils ont placé l'Iran à la cinquième place des investisseurs étrangers dans ce pays. Cependant, les investisseurs iraniens sont à rude épreuve car les banques leur refusent des lettres de crédit où alors elles acceptent mais à des taux 7 fois plus élevés que pour des businessmen d'autres origines (de 12 à 14,5% pour les iraniens contre 2% pour les autres).

Le seul moyen d'y échapper est de fonder une société locale : coût de l'opération 1 million de dollars de dépôt bancaire. En réalité, une grande partie de ces 760 millions de dollars investis l'an dernier aux Emirats correspond à des dépôts d'un million de dollars minimum pour créer des sociétés locales afin de contourner ces tarifs bancaires qui sanctionnent plus les acteurs de l'économie iranienne que la drôle de sanction européenne sur la Bank Melli.

A l'intérieur du pays la situation est réellement morose ; les prix s'envolent et le rial s'effondre : les iraniens préfèrent dépenser le moins possible, au point que bon nombre d'entrepreneurs ont recours à des chèques sans provisions pour retarder les paiements de leurs factures. Le nombre des chèques sans provision a augmenté de 35% en un an, au total presque 4 millions de chèques pour une valeur de 14,8 milliards de dollars ! L'Iran est en banqueroute et l'Europe pourrait regretter d'avoir soutenu aussi longtemps les mollahs à bout de bras. 

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

L'offre des Six a deux défauts intrinsèques

Téhéran qui avait pendant des mois refusé toute reprise de dialogue avec Solana a finalement changé d'avis : Mottaki, le ministre des affaires étrangères d'Ahmadinejad a informé l'intéressé que ses supérieurs étaient disposés à l'écouter. A la veille du départ de Solana pour Téhéran, Ahmadinejad affirme le contraire en déclarant que Téhéran ne renoncera pas à son programme nucléaire ou aux travaux d'enrichissement, quelle que soit l'offre des Six.

Ce n'est pas nouveau : le régime des mollahs a toujours agi et agira toujours ainsi car l'offre des Six ne satisfait pas ses intérêts. Téhéran refuse à la fois l'interface Six mais aussi le principe de l'offre qui contient un engagement. Téhéran veut un non engagement et le flou aussi bien sur son programme nucléaire que ses intentions au Liban en Irak ou en Palestine. Et il veut un engagement américain pour un droit à ce flou anxigène.

Si ce droit lui est accordé par les américains, il cessera d'amplifier la crise et en l'absence de crise, il pourra reprendre en toute quiétude ses affaires commerciales avec ses partenaires de tout horizon dans un flou permanent (agrémenté de chantages) et non pas en suivant un engagement écrit comme un Etat vaincu.

Pour arriver à faire capituler les américains et obtenir ce droit au « non droit », Téhéran a besoin des Européens pour qu'ils jouent un rôle de sparing partner pour animer des négociations sans fin. Selon Téhéran, c'est le seul rôle que peut jouer l'Europe dans cette crise, crise qui est d'ailleurs la vitrine d'un gigantesque conflit d'intérêts opposés : ceux des mollahs, des américains, des européens, des chinois, des russes ou encore des britanniques.

Certains comme les britanniques font tout pour entériner l'offre des Six car un accord entre Téhéran et Washington sonnerait le glas de la puissance du British Petroleum et de Shell, les deux premières compagnies pétrolières mondiales qu'ils détiennent majoritairement.

D'autres comme les sino-russes travaillent également à la réussite de l'offre des Six en capitalisant également sur un affaiblissement régional des Etats-Unis. Sûrs et certains que l'offre des Six ne saura pas dénouer cette crise, les chinois ont d'ailleurs annoncé qu'ils feraient à leur tour une proposition aux mollahs. Ces derniers ont encore des alliés et des délais.



Les 4 réponses successives des mollahs aux 5+1

Le samedi 14 juin, Javier Solana s'est rendu à Téhéran pour remettre aux mollahs la dernière offre des Six. Cette offre (qui date de 2006) comprend une assistance technique et financière en vue de la construction de réacteurs à eau légère, la garantie de fourniture de combustible nucléaire, l'élargissement de la coopération énergétique, la suppression des sanctions et mesures d'embargo, une rapide adhésion à l'OMC ainsi que des garanties de sécurité ; le tout en échange d'une suspension provisoire de l'enrichissement d'uranium pendant la durée des consultations. La réponse de Téhéran mérite qu'on s'y attarde.

Pour être plus précis, il n'y a pas une réponse mais plusieurs. Dans un premier temps, avant l'arrivée de Solana, Téhéran a encore rejeté l'idée d'une condition préalable pour la reprise des négociations. Au moment de la remise du dossier, Téhéran a évoqué sa condition pour étudier l'offre : que ses propres propositions appelées le paquet d'offres iraniennes soient étudiées par les six et que leur offre y soit adaptée. Solana qui représente les intérêts européens en Iran a quitté les mollahs en leur accordant un délai d'un mois qui prendra fin à la mi-juillet et en les encourageant à lui remettre une réponse rapide et positive dans ce délai.

Après mûre réflexion, Téhéran a décidé de baisser d'un cran afin de ne donner à la partie adverse aucun prétexte pour lui supprimer ce délai d'un mois. Le ministre des affaires étrangères des mollahs a déclaré lundi : « l'Iran étudie l'offre et donnera sa réponse au moment qui lui semble le plus opportun ». Voilà une réponse qui n'engage à rien et laisse néanmoins l'espoir d'une réponse.

Téhéran évite les attitudes anxigènes, affiche une attitude studieuse et se montre prudent sur le dossier nucléaire pour gagner un mois, mais parallèlement le régime repart de plus belle dans la polémique. Ainsi au cours de la même journée, Khamenei, le guide suprême, a déclaré que le conseil de Sécurité de l'ONU devrait au moins avoir un membre permanent musulman !

Après avoir cherché à transférer son dossier nucléaire du Conseil de Sécurité vers l'AIEA, à présent, le régime des mollahs s'attaque à la légitimité de cette institution. Bien que l'argument polémique soit intéressant, son impact reste réduit : Téhéran connaît ses limites d'où d'ailleurs sa prudence face aux Six. Il lui faut rester zen ; passé le 15 juillet, il lui restera 4 mois très chauds jusqu'aux élections américaines. Si Obama passe, Téhéran obtiendra un délai de 4 ans.



L'Iran dénonce fermement les sanctions de l'UE sur son programme nucléaire

AFP, 24 juin - L'Iran a fermement dénoncé mardi l'adoption la veille par l'Union européenne de nouvelles sanctions sur son programme nucléaire. "L'approche illégale, discriminatoire et contradictoire (de l'UE) alors que sont étudiées des propositions (de règlement de la crise) est sans valeur et est fermement dénoncée", a dit le porte-parole de la diplomatie Mohammad Ali Hosseini, dans un communiqué transmis à l'AFP.

L'UE a adopté lundi des mesures notamment contre la plus grande banque d'Iran, Melli, en gelant ses avoirs et en interdisant ses opérations en Europe. Vingt Iraniens et quinze entités iraniennes sont aussi visés par des mesures similaires, avec des interdictions de visa pour voyager dans l'UE ou des gels de leurs avoirs.

Ces mesures, comme toutes celles adoptées dans le cadre de l'ONU depuis 2006, visent à contraindre l'Iran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, dont la communauté internationale craint qu'elle n'alimente un programme de fabrication de l'arme atomique.

Les propositions mentionnées par M. Hosseini sont une référence à une nouvelle offre de coopération des grandes puissances à l'Iran en échange d'une suspension de son enrichissement d'uranium, ainsi qu'à un "paquet" de propositions iraniennes pour régler les "problèmes du monde".

Le chef de la diplomatie de l'UE Javier Solana a présenté l'offre des grandes puissances à Téhéran le 14 juin. L'Iran n'y a pas encore répondu mais de nombreux responsables ont exclu toute suspension de l'enrichissement.

Le négociateur nucléaire iranien, Saïd Jalili, a simplement déclaré dimanche que les responsables du pays examinaient le "calendrier" présenté par M. Solana pour reprendre les négociations sur le nucléaire.

M. Hosseini a également dénoncé ce qu'il a appelé "la politique du bâton et de la carotte (qui) n'aura aucun effet sur (...) la volonté du peuple iranien de maîtriser les technologies nouvelles et réaliser ses droits absolus" en matière nucléaire.

Il a affirmé que les sanctions européennes ne feront que "renforcer la volonté du peuple et du gouvernement iraniens pour défendre leurs droits absolus et affecteront les intérêts des Européens".

Attaquer l'Iran ferait du Moyen-Orient une "boule de feu" (El Baradei)

AFP, Dubai, 21 juin - Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, a estimé qu'une



attaque contre l'Iran transformerait la région en "boule de feu", dans une interview à la télévision satellitaire Al-Arabiya.

"Une frappe militaire (contre l'Iran) serait à mon avis pire que toute autre chose (...). Elle transformerait la région du Moyen-Orient en une boule de feu", a estimé M. ElBaradei, dans cet entretien diffusé en fin de soirée vendredi et rediffusé samedi.

Il a ajouté qu'il serait incapable dans ce cas de continuer à diriger l'AIEA. Selon M. ElBaradei, une attaque ne ferait que durcir la position de l'Iran dans sa querelle avec l'Occident à propos de son programme nucléaire. "Une frappe militaire provoquerait le lancement d'un plan d'urgence pour la fabrication d'une arme atomique avec le consentement de tous les Iraniens, y compris ceux qui vivent en Occident", a encore dit le chef de l'AIEA. Disant ne pas voir dans l'état d'avancement actuel du programme nucléaire iranien "un risque imminent" de prolifération, Mohamed ElBaradei a indiqué qu'il n'aurait pas sa "place (à la tête de l'AIEA) en cas de frappe militaire contre l'Iran".

Vendredi, un important religieux iranien a mis en garde Israël contre une éventuelle attaque contre son pays, affirmant que la riposte serait "terrible".

"Si les ennemis, les Israéliens en particulier et leurs partisans aux Etats-Unis, cherchent à recourir à la force, qu'ils soient certains qu'ils recevront un coup terrible à la figure", a dit l'ayatollah Ahmad Khatami.

Le quotidien New York Times, citant des responsables américains, a indiqué vendredi que des manœuvres militaires israéliennes ayant eu lieu début juin semblaient destinées à préparer l'armée à une éventuelle attaque contre les installations nucléaires de l'Iran.

L'Iran estime que le baril de pétrole atteindra les 150 dollars cet été

AFP, Téhéran, 8 juin - Le prix du baril de pétrole pourrait atteindre les 150 dollars d'ici à la fin de l'été, a estimé dimanche Mohammad Ali Khatibi, le représentant de l'Iran auprès de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), selon le site internet de la télévision d'Etat.



"Je prévois que le prix du pétrole atteindra d'ici la fin de l'été environ 150 dollars le baril", a déclaré M. Khatibi. Le cours du brut, qui a été multiplié par cinq depuis 2003, a atteint un nouveau record vendredi à New York, à 138,54 dollars, notamment à cause des déclarations du vice-Premier ministre israélien, Shaoul Mofaz, qui a envisagé une attaque contre les installations nucléaires iraniennes.

M. Khatibi a ajouté que la hausse d'environ dix dollars intervenue vendredi n'était pas stable.

"La hausse d'environ dix dollars en un jour n'est pas stable et il faut attendre l'ouverture des marchés lundi le 9 Juni pour voir quel sera le niveau des prix", a-t-il ajouté. L'Iran est le deuxième exportateur de pétrole au sein de l'Opep et le quatrième dans le monde.

Une banque iranienne dément le transfert des réserves du pays hors de l'UE

AFP, Téhéran, 17 juin - Le président de la banque commerciale iranienne Mellat, Ali Divandari, a démenti mardi le transfert des réserves iraniennes en devise des banques européennes vers d'autres pays pour les protéger d'éventuelles sanctions de l'Union européenne.

"Aucune part des réserves des banques iraniennes dans les banques européennes n'a été transférée vers un ou plusieurs autres pays et elles ne le seront pas", a déclaré M. Divandari, cité par l'agence Mehr.

"Il n'y a aucune raison pour transférer les fonds", a ajouté ce responsable, dont l'établissement est l'un des premiers du pays.

Ces derniers jours, plusieurs journaux iraniens et des médias étrangers ont rapporté que le président Mahmoud Ahmadinejad avait ordonné le transfert des capitaux iraniens de l'Europe vers l'Asie pour échapper à un blocage éventuel de ces fonds.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé lundi que l'Union européenne allait convenir de nouvelles sanctions contre l'Iran, notamment le gel des avoirs à l'étranger de la plus grande banque du pays, la banque Melli, à cause du refus de Téhéran de suspendre son programme nucléaire sensible.

Toutefois, le chef de la diplomatie de l'UE, Javier Solana, a affirmé plus tard que les pays européens allaient attendre encore un peu avant de prendre une décision dans ce sens. Dans une lettre publiée sur son site internet, la banque Melli avait également affirmé qu'elle allait maintenir ses activités en Europe.

"La banque Melli continue à maintenir des capitaux et investissements significatifs dans les pays de l'UE et à l'intention de continuer à le faire dans le futur", affirme la lettre.

L'Iran possède environ 76 milliards de dollars de réserves en devises étrangères dans les banques et les institutions financières internationales.

7000 ouvriers d'une briqueterie en grève à Oroumieh

Plus de 7000 ouvriers d'une briqueterie d'Oroumiyeh dans le nord-ouest de l'Iran, ont débrayé vendredi contre leurs salaires de misère.

Les ouvriers des briqueteries de Zarien Khak, Sarv-Jahan et Khamenei les ont suivis pour la même raison.

La direction de ces entreprises a essayé en vain de briser le mouvement et de forcer les ouvriers à reprendre le travail. Cependant, les grévistes ont juré de continuer jusqu'à ce la satisfaction de leurs revendications.

Le 3 juin, dans un mouvement similaire, 3000 ouvriers s'étaient mis en grève à la briqueterie Qarchak de Varamine, dans la banlieue sud de Téhéran.

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Un mineur de 17 ans exécuté avec neuf autres prisonniers en deux jours

Huit jeunes hommes ont été pendus dans la sinistre prison d'Evine de Téhéran mercredi 11 juin. Deux d'entre eux étaient en prison depuis des années.



Un mineur de 17 ans, Mohammad Hassan-Zadeh a également été pendu mardi 10 juin pour un délit qu'il aurait commis à l'âge de 14 ans. Il a été exécuté à la prison de Sanandaj, dans le Kurdistan d'Iran. Un homme de 60 ans du nom de Rahim Pashabadi a été pendu avec lui dans cette prison, alors qu'il était malade.

La montée des exécutions et de la répression dans le pays vise à instaurer un climat de terreur pour contrer le mécontentement populaire croissant, le développement des protestations et des grèves, et pour occulter les crises incurables du régime dans le pays et à l'étranger.



Exécution d'un mineur en Iran: la Finlande convoque l'ambassadeur

Agence France Presse - La Finlande a convoqué mardi 24 Juin l'ambassadeur iranien à Helsinki pour déplorer l'exécution en Iran d'un délinquant mineur et pour appeler Téhéran à ne pas exécuter trois autres jeunes délinquants, a-t-on appris auprès du ministère finlandais des Affaires étrangères.



Le chef de la diplomatie finlandaise, Alexander Stubb, a convoqué l'ambassadeur Reza Nazarahari pour exhorter l'Iran "à ne pas mettre en oeuvre les exécutions planifiées" de trois personnes condamnées à mort pour des crimes commis lorsqu'elles étaient mineures, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de sa rencontre avec M. Nazarahari, M. Stubb "a déclaré que la Finlande déplorait vigoureusement

les exécutions de mineurs", ajoute le texte, soulignant que l'Iran a exécuté un homme un mois avant ses 18 ans.

"Condamner à mort des mineurs est interdit sans aucune ambiguïté par la Convention des droits de l'enfant et par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui ont été ratifiés par l'Iran", ajoute le communiqué.

L'Union européenne et les groupes de défense des droits de l'homme ont également appelé Téhéran à abolir la peine de mort pour les condamnés mineurs au moment des faits.

La presse locale a rapporté qu'un mineur iranien de 17 ans, condamné pour le meurtre d'un enfant commis en 2006, avait été pendu le 10 Juin.



Le président du Parlement norvégien demande aux mollahs de cesser les exécutions de mineurs en Iran



Le président du Parlement norvégien, Thorbjorn Jagland, vient d'adresser une lettre officielle à Ali Larijani qui occupe cette fonction au Majlis (Parlement) des mollahs, pour demander à la théocratie de mettre fin aux exécutions de mineurs.

Il a également demandé aux autorités iraniennes de respecter leurs obligations internationales comme la convention de l'ONU pour les droits de l'enfance, qui interdit la peine de mort pour les délits commis avant l'âge de 18 ans.

Cette nouvelle a été diffusée par l'agence de presse officielle norvégienne (NTB) et publiée dans plusieurs sites.

La pression internationale ne cesse de monter contre le régime pour ses violations des droits de l'homme et en particulier les pendaisons d'adolescents.

Le Parlement européen a fermement condamné l'exécution des mineurs en Iran dans une déclaration publiée le 19 juin.




L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Au G8, le Japon veut un "message fort" contre le nucléaire du régime en Iran

Agence France Presse - Le Japon a appelé lundi les ministres des Affaires étrangères des pays du G8, dont il accueillera une réunion fin juin, à envoyer un "message fort" contre les programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord.


Le Japon accueille les 26 et 27 juin à Kyoto (centre-ouest) une rencontre des chefs des diplomaties des pays industrialisés du G8 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Canada, Russie).

"J'aimerais que le G8 envoie un message fort, exigeant de l'Iran qu'il suspende son programme d'enrichissement d'uranium comme le lui demandent des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU", a déclaré le ministre japonais des Affaires étrangères, Masahiko Komura, lors d'une réception avec des agences de presse des pays du G8.

L'Iran a jusqu'à présent refusé d'arrêter son programme d'enrichissement d'uranium, affirmant que son programme nucléaire est à usage civil et non militaire. Les pays occidentaux suspectent la République islamique de vouloir se doter de la bombe atomique. 

Nouvelles sanctions en vue de l'UE contre le régime en Iran

L'Union européenne va convenir de nouvelles sanctions contre l'Iran, notamment le gel des avoirs à l'étranger de la plus grande banque du pays, Melli, a indiqué lundi le Premier ministre britannique Gordon Brown lors d'une conférence de presse commune avec le président américain George Bush.

"La Grande-Bretagne va le 16 Juin appeler l'Europe, et l'Europe va en convenir, à prendre de nouvelles sanctions contre l'Iran. Nous allons aujourd'hui agir de façon à ce que les avoirs à l'étranger de la plus grande banque du pays, Melli, soient gelés", a déclaré M. Brown. 

Washington envisage plus de sanctions si Téhéran refuse l'offre


Agence France Presse - L'ONU pourrait infliger des sanctions supplémentaires à l'Iran si Téhéran refuse la nouvelle offre remise samedi de coopération des grandes puissances afin qu'il suspende son enrichissement d'uranium, a annoncé un responsable du Département d'Etat américain.

"Je crois qu'un rejet de cette offre mènerait à une isolation de l'Iran encore plus grande et à des sanctions internationales supplémentaires", a déclaré ce responsable sous couvert d'anonymat.

"Les premières réponses de Téhéran n'étaient pas très encourageantes" et le président George W. Bush a déclaré qu'elles le décevaient, a ajouté le responsable, tout en reconnaissant que les propositions avancées samedi par le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Javier Solana, n'étaient pas "fondamentalement différentes" de celles avancées, et rejetées, en 2006.

La nouvelle offre est cependant accompagnée d'une "lettre d'introduction" qui reconnaît le rôle historique de l'Iran dans la région et dans le monde, a précisé le responsable. "Il y a des choses dans la proposition elle-même qui parlent du besoin de dialogue, la promesse qu'une partie des négociations qui pourraient s'ouvrir si l'Iran suspend ses activités nucléaires incluraient un dialogue sur les questions de politique et de sécurité régionale", a-t-il ajouté.

Dans l'offre présentée samedi par M. Solana, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne proposent comme en 2006 d'aider l'Iran à se doter des technologies "les plus modernes" en matière de nucléaire civil, et de garantir son approvisionnement en uranium enrichi.

En échange, ils exigent que Téhéran se plie aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, dont trois assorties de sanctions, et suspende l'enrichissement d'uranium, un programme soupçonné de visées militaires. 

- Le régime islamique iranien actuel a créé à travers des discriminations des nouvelles Classes sociales pour perpétuer sa dictature. Le mouvement de délivrance du peuple Iranien essaie de combattre cette politique, qui elle-même met de nombreuses barrières pour empêcher ce combat. Si toutefois ce combat avec l'aide de l'unité du peuple va aboutir, le régime actuel de l'Iran va être archivé dans l'histoire. La destruction du régime islamique est la seule solution pour avoir un pays démocratique en Iran
- Le sort de l'avenir de l'Iran repose entièrement dans les mains du peuple iranien; et non pas dans celles des puissances occidentales qui interviennent habituellement dans les affaires intérieures des pays du tiers monde. Dans le cas d'une intervention étrangère ces Puissances vont être confronté au peuple iranien.
- En conséquence nous condamnons toute sorte d'intervention militaire, nous nous défendons de toute violation territoriale et de toute politique expansionniste occidentale.

Directeur:
Exekutivkomitee
Chefredakteur:
Aghil Jafari

Redaktion
Sahar Abdollahi, Mina Yazdizadegan

La radio voix de la résistance

Un programme de l'association démocratique pour des réfugiés (ADR)

www.nedaye-moghavemat.ch



www.k-d-panahandegan.org
info@k-d-panahandegan.org

L'adresse :
 Postfach 3562
 Zürich 8021

Téléphone: +41-079 402 64 09
 +41-078 842 85 25
 Téléfax : +41-043 535 61 59
 Poste Compte : 87- 441728 – 5

Les représentants des ADR en Suisse et dans l'étranger

Pour prendre contact avec l'association et donner des informations sur la situation des requérants d'asile en Suisse et pour devenir membre de l'association, contactez nous par E-mail ou par téléphone

Canton de Zurich	Mehrzaad Kheilili	0788428525
Canton de Berne	Ahmad Reza Binandeh	0797162209
Canton de Soleure	Ali Nazariyan	0794708119
Canton de Bâle	Arsalan Panahi	0793877347
Canton de Zoug	Herar Zadoorian	0765215951
Canton de Lucerne & Schwytz	Leila Mohammadgholikhani	0786742510
Canton de St. Gall	Sadegh Enshai	0763318965
Canton de Tessin	Naser Tavakoldust	0765456540
Canton de Argovie	Arash Egbali	0788306768
Canton de Schaffhouse	Fouad Jahani	0764022343
Canton de Grisons	Mohammad Reza Gholampour	0763047542
Canton de Uri	Moslam Yusafi	0788585072
Canton de Neuchâtel	Rahim Karami Abassabadi	0787613780
Canton de Valais	Hossein Kordinejed	0788494559
Canton de Vaud	Hossein Amir Far	0788392774
Canton de Fribourg	Mohammad Zolali	0786566719
Canton de Genève	Majid Mohseni	0764101426
Canton de Obwald	Abolghasem Faragollah	0763964432
Section en France	Mohammad Daizadeh	0033631279527

L'Iran n'est pas un Etat de droit!